

Commentaire

« Il n'y a pas de bonheur sans liberté, ni de liberté sans vaillance », Thucydide.

NUMÉRO 161 / PRINTEMPS 2018

ISSN 0810-8214

Francis Fukuyama

Retour sur « La fin de l'histoire ? »

Pour citer cet article :

Francis Fukuyama, « Retour sur « La fin de l'histoire ? » », Commentaire, n°161, Printemps 2018, p. 19 à 26.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Distribution électronique Commentaire SA.
© Commentaire SA. Tous droits réservés pour tous pays.
www.commentaire.fr

Retour sur « La fin de l’histoire ? »

FRANCIS FUKUYAMA

La publication en septembre 1989 de l'article de Francis Fukuyama intitulé « La fin de l'histoire ? » fut un grand événement dans la vie de Commentaire, elle coïncidait avec l'effondrement de l'Union soviétique et l'article, qui ne cesse pas d'être lu encore aujourd'hui, était audacieux et brillant. Il avait été rédigé l'hiver de cette même année, après une conférence prononcée au Olin Center de l'université de Chicago que dirigeaient Nathan Tarcov et Allan Bloom. Allan Bloom avait participé à la création de Commentaire, il appartenait à notre comité de rédaction et passait le plus souvent l'été en France. Il m'avait adressé ainsi qu'à Pierre Hassner le texte de l'exposé de Fukuyama. Nous décidâmes immédiatement de traduire l'article qu'en tirerait son auteur et de le publier accompagné d'un débat dans lequel interviendraient Allan Bloom, Alain Besançon, Pierre Hassner, Philippe Raynaud et Jean-François Revel. Comme parallèlement Bloom avait adressé le papier de Fukuyama à Irving Kristol et à l'Australien Owen Harries, editors du National Interest, qui furent eux aussi enthousiastes, nous savions qu'ils le publieraient outre-Atlantique et nous décidâmes de traduire et de publier également le débat qu'organiserait de leur côté nos amis de New York.

Aussi sommes-nous fiers et heureux que, presque trente ans après, Francis Fukuyama nous fasse l'honneur de revenir sur ce sujet, sur son sujet, d'autant qu'il reste d'une profonde actualité, car, comme l'écrivait Allan Bloom en le commentant en septembre 1989 : « Si le libéralisme l'a emporté, il se peut qu'il soit décidément non satisfaisant. » Là est la question centrale. Le doute sur la liberté, la crainte de la voir faiblir accompagnant toujours sa défense et la fidélité à sa cause.

J.-C. C.

DEPUIS 1989, on me pose toujours la même question : « Et alors, la fin de l'histoire ? Est-ce que X n'invalide pas votre thèse ? », X étant un événement qui s'est produit dans les affaires internationales, comme un coup d'État au Pérou ou les attaques du 11-Septembre ou une crise financière à Wall Street. Cette question émane en général de quelqu'un qui n'a pas compris le sens de la fin de l'histoire et qui n'a pas lu mon livre *The End of History and the Last Man* ⁽¹⁾, publié en 1992.

Le but de cet article est d'examiner cette hypothèse, d'expliquer ce que j'entendais par là et d'analyser la manière dont ma pensée a évolué depuis lors. Je continue à penser que le cœur du concept reste valable, bien qu'il ne fasse pas de doute que la phase de la politique mondiale dans laquelle nous vivons aujourd'hui n'est pas la même que celle qui avait cours lorsque fut écrit l'article originel. Il serait étrange que le passage de près de trente ans n'ait pas modifié la manière dont je pensais le monde. Il est néanmoins important de distinguer entre les critiques raisonnables et celles qui sont stupides ou fondées sur de simples incompréhensions.

Hegel, Marx et Kojève

Commençons par le titre de l'article originel « La fin de l'histoire ? », paru dans la revue *The National Interest* et en français dans *Commentaire* à l'été 1989. On utilise d'autres termes pour décrire le même phénomène ; aujourd'hui, on parlerait plutôt de « développement » ou de « modernisation ». La « fin » de l'histoire indiquait le but ou l'objectif, plutôt que le terme ; la « fin de l'histoire » posait donc la question du but ou du point terminal du développement humain ou du processus de modernisation.

L'expression « la fin de l'histoire » n'était pas de moi ; elle a été utilisée dans ce sens à l'origine par le grand philosophe allemand Georg Wilhelm Friedrich Hegel. Hegel a été le premier philosophe de l'histoire, en ce sens qu'il croyait que l'on ne pouvait pas pénétrer la pensée ou les sociétés humaines si l'on ne comprenait pas le contexte historique dans lesquelles elles s'inscrivaient ni le processus

évolutif qui les avait produites. Karl Marx, auteur de la version la plus célèbre de la fin de l'histoire, a repris son cadre historiciste. Il soutenait que les sociétés se modernisaient, évoluant d'un état primitif vers le capitalisme bourgeois en passant par la féodalité. Pour Marx, la fin de l'histoire était le stade final de ce processus, une utopie communiste. Je me contentais de soutenir en 1989 qu'il ne semblait pas que nous arriverions un jour au stade final du communisme. Mikhaïl Gorbatchev, qui avait lancé la *perestroïka* et la *glasnost*, était en train de transformer l'Union soviétique en quelque chose qui ressemblait de plus en plus à une démocratie. En conséquence, s'il devait y avoir une fin de l'histoire, elle ressemblerait plus à une démocratie libérale associée à une économie de marché.

L'idée de la fin de l'histoire devait être bien plus familière au public français qu'au monde anglophone puisqu'elle avait été reprise dans les années 1930 et 1940 par le grand philosophe franco-russe Alexandre Kojève. Celui-ci dirigeait l'un des séminaires les plus influents de la moitié du xx^e siècle, consacré à la lecture de Hegel et incluant nombre des plus grands intellectuels de l'époque – Raymond Queneau, Georges Bataille, Maurice Merleau-Ponty, Jacques Lacan, Éric Weil et Raymond Aron. Ces conférences ont été réunies dans l'ouvrage *Introduction à la lecture de Hegel*.

Kojève soutenait que Hegel avait fondamentalement raison ; de plus, il affirmait que l'histoire s'était terminée en 1806, à la bataille d'Iéna, où Napoléon avait battu la monarchie prussienne. Il faut noter que ce jugement a été émis à la veille de la Seconde Guerre mondiale, dans un siècle qui avait déjà connu la Première Guerre mondiale, la révolution bolchévique, l'ascension de Hitler et qui ne tarderait pas à vivre l'Holocauste. Affirmer en 1930 que l'histoire s'était achevée en 1806 semblait absurde. Mais, lorsqu'un brillant penseur comme Kojève dit quelque chose qui a l'air absurde, on se doit de réfléchir à ce qu'il entendait exactement par là. Il faisait de l'ironie, mais il soulignait aussi une vérité importante. Cette vérité était que le monde n'avait pas substantiellement progressé au-delà d'un système politique fondé sur les principes de liberté et d'égalité incarnés dans la Révolution française. Malgré le *Sturm und Drang* qui s'était produit depuis 1806, ce à quoi nous assistions n'était que l'extension de

(1) *La Fin de l'histoire et le dernier homme*, Flammarion, 1992.

ces principes des zones urbaines du monde à sa périphérie.

Ce que je soutenais dans cet article de 1989 n'avait rien d'original. Il était possible que Hegel et Kojève aient tous deux raison, que les principes de l'ordre politique moderne aient été établis il y a plus de deux cents ans et que, compte tenu des réformes en cours dans l'ancienne Union soviétique et en Chine à cette époque, nous n'atteignons jamais le stade supérieur de l'organisation sociale. Les marxistes furent le seul groupe de critiques à n'avoir jamais compris de travers mon idée. Des groupes d'étude se réunirent à Cuba et en Union soviétique après la parution de l'article. Ils le voyaient, à juste titre, comme un défi fondamental à leur croyance au sens de l'histoire.

L'idée

La théorie de l'histoire que j'ai avancée dans *The End of History and the Last Man* est ce qu'à l'époque je décrivais comme une version molle de la théorie de la modernisation. Sa version dure était le paradigme dominant dans les sciences sociales américaines dans les années 1950 et 1960 ; elle considérait que les aspects économiques, sociaux, politiques et culturels de la modernisation faisaient partie d'un même processus évolutif et qu'ils se renforçaient mutuellement. (Pour un exposé historique plus complet de la théorie de la modernisation, voir mon introduction à l'édition de 2006 de *Political Order in Changing Societies* de Samuel Huntington (2)). Cette vision était devenue intenable, notamment en raison de la critique de Huntington qui montrait comment les dimensions politiques et économiques de la modernisation jouaient souvent les unes contre les autres. Si le rythme de la mobilisation sociale excédait la capacité du système politique à s'y adapter, il en résulterait probablement plus d'instabilité que de développement. Dans les années suivantes, Huntington attaquerait la modernisation sous un angle différent en se concentrant sur la culture et en soutenant que les sociétés ne convergeaient pas avec le temps, mais restaient piégées dans des horizons culturels préexistants.

Le moteur de la modernisation décrit dans mon livre de 1992 était une version molle de la théorie de la modernisation. Les sociétés humaines s'étaient développées, mais ce processus n'était pas une sorte d'escalator allant automatiquement vers le haut. Les avancées dépendaient des contingences et du facteur humain ; rien n'était inévitable ni prédéterminé. Je soutenais néanmoins que la modernisation était un processus cohérent qui ne semblait pas différer fondamentalement selon les cultures humaines. Cela tenait à la nature de la technique ou à ce que j'appelais « le mécanisme ». À un stade donné de l'histoire de l'humanité, les formes dominantes de technique déterminaient une frontière des possibilités de production qui modelait la nature de la vie économique. La forme dominante d'organisation économique avait alors des effets critiques sur l'organisation sociale et finissait par façonner également les formes de l'organisation politique. C'est ainsi, par exemple, que les techniques de production du charbon, de l'acier et des industries à grande échelle ont renversé l'ancien ordre agraire et ont imposé à la fois l'urbanisation et des niveaux d'éducation plus élevés. Inversement, les premières phases de la révolution de l'information ont mis fin au monopole de l'information que détenaient diverses hiérarchies et ont davantage permis la mobilisation horizontale. L'augmentation des niveaux de revenus a alors produit une classe moyenne qui, toutes choses égales par ailleurs, voulait davantage participer aux affaires politiques. C'est ce qui expliquait la corrélation relativement forte entre la richesse et la démocratie dans le monde.

L'essor de l'Asie orientale est l'exemple le plus manifeste d'un développement économique conduisant à une convergence sociale. Du Japon à la Corée, à Taïwan et à la Chine, la région s'est industrialisée. Dans chaque cas, les transformations sociales produites par ce processus ont entraîné une convergence avec les pays occidentaux : il y a eu un déplacement massif de populations des campagnes vers les villes, de plus grands investissements dans l'éducation et le savoir-faire, le développement d'une classe moyenne urbaine et une division du travail plus complexe et interdépendante.

Dans le cas du Japon, de la Corée du Sud et de Taïwan, il y a eu aussi convergence politique. Avec le temps, chacun de ces pays est devenu une démocratie libérale, les deux

(2) Yale University Press, 2006, 240 pages.

dernières ayant opéré leur transition dans les années 1980, juste au moment où ces sociétés, qui étaient avant tout agraires, sont devenues essentiellement urbaines et industrielles. Ce n'était toutefois pas un modèle universel ; Singapour a atteint un PIB par tête d'habitant supérieur à celui des États-Unis en termes de pouvoir d'achat, mais est resté une autocratie électorale libérale. La Chine a à présent atteint un niveau de revenu comparable à celui de la Corée du Sud et de Taïwan dans les années 1980 et, sous Xi Jinping, a évolué non vers une démocratie, mais vers une forme de dictature plus répressive.

Réserves

À part l'exemple chinois, sur lequel je reviendrai dans un instant, il manquait plusieurs éléments à ce tableau, ce que je comprends bien mieux aujourd'hui qu'au début des années 1990. Le premier était la question de savoir comment démarrait initialement la croissance économique. Une fois que vous étiez sur l'escalator ascendant, il y avait des conséquences sociales et politiques prévisibles, mais de nombreuses parties du monde semblaient enlisées dans la pauvreté, sans espoirs réalistes de reproduire le processus de croissance suivi par le Japon, la Corée et la Chine.

Si ce genre de croissance n'est pas devenu plus universel c'est en raison de l'absence d'institutions et en particulier de l'absence d'État moderne. Ma théorie initiale se concentrait sur la démocratie et ne faisait pas assez attention au prérequis d'un État relativement impersonnel, pouvant maintenir l'ordre social et fournir des biens publics de base. Parvenir à un État moderne de ce genre, ce que j'ai par la suite appelé « Parvenir au Danemark », relève de la construction politique et est nettement plus difficile que d'établir une forme de démocratie électorale. Il y a aujourd'hui plus d'une centaine de pays qui entreraient dans cette dernière catégorie, y compris des contrées comme l'Irak et l'Afghanistan, mais il n'y a peut-être que quelques douzaines de pays qui puissent se vanter d'avoir un État moderne. Si les sociétés d'Asie orientale se sont si bien développées économiquement au cours des deux précédentes générations, c'est parce qu'elles avaient

instauré des États modernes avant de se confronter à l'Occident et qu'elles n'ont pas eu à créer ce genre d'institutions dans le cadre de leurs projets de modernisation. Mais, dans d'autres parties du monde, comme l'Afrique subsaharienne, où il n'y avait pas d'États modernes, le processus de croissance économique a été bien plus difficile parce qu'elles ne disposaient pas de cadres institutionnels favorables à la croissance.

Se pose alors une question que j'avais complètement ignorée dans mon livre de 1992, celle des origines de l'État moderne lui-même. J'ai essayé de le corriger dans ma série en deux volumes *Political Order* ⁽³⁾, qui retrace la manière dont les États se sont constitués à partir des sociétés tribales, puis la transition des États patrimoniaux aux États modernes. Le mécanisme ici, dans la mesure où il y en a un, a été la compétition militaire : les États sont plus puissants que les sociétés tribales et les États modernes sont plus puissants que les États patrimoniaux ; la recherche incessante de la sécurité pousse donc les sociétés à adopter la méritocratie et le gouvernement impersonnel comme principes d'organisation. Cette hypothèse, qui est associée au sociologue Charles Tilly, n'est une condition ni nécessaire ni suffisante pour expliquer pourquoi apparaît un État dans un pays donné ; il nous faut pour cela prendre en compte d'autres facteurs comme le climat, la géographie, les croyances religieuses et d'autres encore. Tout cela constitue une théorie générale du développement plus complexe et compliquée.

Le deuxième problème que posait ma formulation de 1992 est étroitement lié à la difficulté de créer des États modernes : ils peuvent décliner autant que se développer, c'est-à-dire régresser vers quelque chose de moins moderne. En un sens, un État moderne est très peu naturel parce qu'il est fondé sur l'impersonnalité et le mérite : le responsable que vous choisissez ne doit pas être votre ami ou votre cousin, mais quelqu'un de qualifié pour l'emploi. Ce n'est pas ainsi que fonctionne la sociabilité humaine qui favorise les amis et la famille, et qui fait qu'en permanence on est tenté d'éroder la nature impersonnelle de l'État – ce que nous appelons aussi corrup-

(3) *Origins of Political Order : From Prehuman Times to the French Revolution*, New York, Farrar, Straus and Giroux, 2012 et *Political Order and Political Decay : From the Industrial Revolution to the Present Day*, New York, Farrar, Straus and Giroux, 2015.

tion politique. La tentation est particulièrement forte pour les élites, qui essaient de convertir leur richesse et leur pouvoir en avantages privés en s'emparant de l'État. Ce processus, que j'ai qualifié de « repatrimonialisation » dans ma série *Political Order*, s'est déroulé dans tous les systèmes politiques qui ont essayé de créer un État moderne – à la fin de la dynastie Han en Chine, dans le système ottoman des esclaves-soldats et sous l'Ancien Régime en France avec la pratique des charges vénales. Quelque chose de similaire est en cours aujourd'hui aux États-Unis, où divers groupes d'intérêt profitent du système politique américain d'équilibre des pouvoirs pour mettre leur veto à des politiques qui nuisent à leurs intérêts, ce qui conduit à une paralysie politique générale.

Le troisième défi est lié au problème que pose la mainmise des élites sur les institutions de l'État. Dans de nombreuses démocraties libérales contemporaines existe l'idée largement répandue que les élites existantes ont pipé le système à leur avantage et qu'elles y sont si profondément enracinées que la politique démocratique ordinaire ne suffit pas à les en déloger. L'inertie ou l'impasse politique qui en résulte conduit alors à réclamer un dirigeant fort capable de défier ces élites, même si cela implique de saper le cadre institutionnel qui a défini la démocratie libérale. Dans le monde développé, on en est venu à associer l'inertie politique à la détresse économique de l'ancienne classe moyenne ou ouvrière ; celle-ci a disposé d'une garantie d'emploi pendant les décennies qui ont suivi immédiatement la Seconde Guerre mondiale, mais a vu, dans les récentes décennies, ses revenus et son statut social dégringoler. Ce qui a provoqué une vague de mouvements populistes anti-*establishment* dans tout le monde démocratique, de Viktor Orban et Jaroslaw Kaczynski en Hongrie et en Pologne, à Marine Le Pen et les *brexiters* en France et au Royaume-Uni et à Donald Trump aux États-Unis.

Le cas chinois

Le quatrième défi à mon hypothèse est celui soulevé par Huntington lui-même : la démocratie libérale est le produit de la culture occidentale et non un élément inévitable du

processus de modernisation. Sur ce point, la Chine est de loin le plus gros défi au récit de la *Fin de l'histoire* puisqu'elle s'est modernisée économiquement tout en restant une dictature. J'ai dès le début soutenu que c'était le plus sérieux de tous les défis illibéraux et non démocratiques à ma thèse. On a souvent fait valoir que l'islamisme en serait un autre, mais je suis à peu près certain qu'aucune société gouvernée comme une théocratie islamique ne pourra jamais atteindre les niveaux de modernité économique et technologique nécessaires pour lui assurer une réussite durable. J'en veux pour preuve qu'aucune d'entre elles ne s'en est jusqu'ici encore approchée. Les seuls endroits du Moyen-Orient qui connaissent une réussite économique sont de minuscules avant-postes comme Dubaï et le Qatar qui ont adopté des systèmes politiques libéraux, bien qu'autocratiques. L'Iran, qui a mené la région au fondamentalisme islamique, bouillonne de l'intérieur alors qu'une nouvelle génération de jeunes gens bien éduqués désire une société plus ouverte et vraiment démocratique.

Il en va différemment de la Chine. Ce pays reste une autocratie illibérale, qui réussit à maintenir des niveaux élevés de croissance et qui prouve qu'il peut maîtriser une vaste gamme de technologies nécessaires au maintien de la croissance dans l'avenir. On s'est demandé pendant un moment si une telle société était vraiment capable d'innover et si elle ne se contenterait pas de copier et de rattraper les économies dirigeantes mondiales. Mais, avec son immense secteur technologique en expansion, la Chine dépasse ses rivaux occidentaux sur un grand nombre de fronts.

La question est alors de savoir si le modèle chinois est durable. Aucune société ne peut être jugée sur ses performances à court terme et il y a des raisons de penser que de graves défis attendent ce pays dans les prochaines années. Il a maintenu ses hauts niveaux de croissance des dernières années en recourant abondamment à la dette ; si la Chine a un taux d'épargne considérable, sa dette nette n'est pas tenable. Son modèle de croissance, fondé sur de hauts niveaux de développement des infrastructures, marque le pas ; on peut se demander si ce modèle peut être exporté à l'étranger par le biais de la nouvelle route de la Soie. La Chine a si longtemps privilégié la

croissance économique qu'elle a empoisonné son environnement ; si le gouvernement essaie de dépolluer, il n'est pas certain qu'il sera en mesure de résoudre l'ensemble de ces problèmes tout en maintenant le même taux de croissance. Enfin, la légitimité du Parti communiste chinois reste très dépendante de ses résultats. Le pays n'a pas connu de grave récession depuis 1978, mais il est inévitable qu'il subisse des revers économiques dans la mesure où il cherche à passer au statut d'économie à hauts revenus. Comment réagira la nouvelle classe moyenne face au maintien de la domination du parti pendant une longue récession économique ? Si, au cours des prochaines années, la croissance de la Chine se poursuit et que celle-ci garde sa place de plus grande puissance économique du monde, j'admettrai que ma thèse de 1992 a été définitivement réfutée.

Les défis techniques

Le cinquième défi est lié à la technique. Compte tenu du cadre de mon idée initiale et du rôle qu'y jouait le changement technique, il est difficile de voir comment il pourrait y avoir une fin de l'histoire sans fin du développement technique. Je l'ai noté dans mon livre de 2001 *Our Posthuman Future* ⁽⁴⁾, dans lequel je soutenais que les possibilités de manipulation du comportement humain augmentaient de manière dramatique en raison du progrès des sciences de la vie. Mon hypothèse sur la viabilité de la démocratie libérale reposait *in fine* sur sa compatibilité avec la nature humaine. Mais, si l'on pouvait délibérément altérer cette nature par l'ingénierie génétique ou des drogues psychotropes, tous les paris étaient ouverts. Les formes d'ingénierie sociale inventées par les régimes totalitaires du XX^e siècle étaient rudimentaires par rapport à ce que permet aujourd'hui la biotechnique.

Ce n'est pas le seul défi technique auquel les systèmes politiques contemporains sont confrontés. Les armes de destruction massive, dont les armes biologiques, menacent de saper le lien entre le développement social et le pouvoir militaire, donnant à de petits groupes terroristes et à des États faibles de

puissants moyens d'action sur leurs rivaux plus développés. En un sens, les armes de destruction massive ramènent le monde à la situation dans laquelle il s'est trouvé pendant un grand nombre de siècles, lorsque des cavaliers nomades pouvaient battre les armées de sociétés agraires plus développées, situation qui a duré jusqu'à l'invention de la poudre à canon. Des États autoritaires comme la Russie et la Chine ont réussi à contrôler et à manipuler la technique de l'information qui, dans les années 1990, semblait encourager la mobilisation démocratique et rendre le pouvoir aux gens ordinaires. Ces dernières années ont vu la Russie et d'autres pays transformer les réseaux sociaux en armes. On a largement rendu l'automatisation responsable de la suppression d'emplois dans les économies développées et il est très probable qu'elle affectera des niveaux de compétence toujours plus élevés. Enfin, si le réchauffement climatique impose des limites absolues à la croissance, si les ressources se raréfient ou s'il y a moins de changements pour stimuler la productivité, les démocraties libérales seront confrontées à des défis particuliers. Les économies de marché produisent des inégalités qui ne sont politiquement tolérables que si on a le sentiment que, dans une certaine mesure, elles bénéficient à tout le monde. Si la croissance s'arrête, il se peut que nous retournions au monde malthusien prémoderne à somme zéro dans lequel c'est la prédation et non la création de nouvelles richesses qui devient la voie la plus simple vers la fortune. Tous ces développements technologiques sont des possibilités et non des certitudes et l'effet du changement sur le développement humain peut encore nous réserver des surprises. Mais il n'y a pas de finalité à ce processus.

Le désir de reconnaissance

Il y a un dernier point qui tient à la question de l'identité. Nombre de critiques de « La fin de l'histoire ? » n'ont pas remarqué que le titre de l'article de 1989 comportait un point d'interrogation à la fin et n'ont pas lu les derniers chapitres sur le Dernier Homme du livre que j'en ai tiré. Celui-ci renvoyait aux « hommes sans poitrine » de Nietzsche, situation qu'il voyait se produire à la fin de l'his-

(4) *La Fin de l'homme : les conséquences de la révolution biotechnique*, La Table ronde, 2002.

toire, lorsque les êtres humains étaient réduits à l'état de consommateurs suffisants, manquant d'orgueil ou d'aspiration. L'un des thèmes majeurs du livre était l'importance du *thymos* comme moteur de l'histoire de l'homme. *Thymos* est le mot grec utilisé par Socrate dans *La République* (généralement traduit par *spiritedness* en anglais) ; il désigne la partie de la personnalité humaine qui a très envie que l'on reconnaisse sa dignité intérieure. J'ai identifié deux différentes formes de *thymos*, l'*isothymia* où l'on cherchait à être reconnu comme l'égal des autres et la *megalothymia*, le désir d'être reconnu comme supérieur aux autres. Le Hegel de Kojève comprenait la totalité du processus historique comme mû par des combats pour la dignité et l'émergence de la fin de l'histoire comme la victoire du principe de la reconnaissance universelle et égale. Les démocraties libérales reconnaissent l'égalité de dignité entre leurs citoyens en leur accordant les droits de parole, d'association et de participation politique, les traitant ainsi comme des adultes pleinement humains.

Comme je le notais en 1992, le problème était que, si ce type de reconnaissance universelle avait un puissant pouvoir d'attraction pour les gens vivant sous des dictatures, il était souvent considéré comme allant de soi, une fois la démocratie instaurée. Les gens cherchaient d'autres formes de reconnaissance partielle en tant que membres de diverses communautés. C'est l'origine à la fois du nationalisme et de l'islamisme ainsi que de cette sorte de politique identitaire qui a submergé les universités américaines (situation qui existait déjà en 1992). La politique moderne consiste en une série de luttes pour la reconnaissance émanant de groupes marginalisés. Les individus veulent se voir non comme des êtres humains génériques, mais comme hongrois, catalans, musulmans, gays et lesbiennes, femmes, afro-américains, etc. De plus, les démocraties libérales doivent canaliser et domestiquer la *megalothymia*, le désir de reconnaissance d'individus à l'ambition démesurée. L'une des préoccupations majeures des pères fondateurs américains était de défendre la république contre le césarisme ; c'est l'une des raisons qui expliquent qu'ils aient créé notre actuel et complexe système d'équilibre des pouvoirs. Je ne soutiens pas en 1989 que la démocratie libérale avait résolu le problème du *thymos* ni que le

nationalisme ou la religion ne tarderaient pas à disparaître.

Dans le monde qui a émergé vers la fin des années 2010, l'identité est devenue le thème unificateur de nombreux mouvements nationalistes et populistes qui ont fait leur apparition un peu partout. Ce n'est pas seulement le cas dans les nouvelles démocraties, comme la Hongrie et la Pologne, mais aussi dans celles qui sont établies depuis longtemps, comme la France et les États-Unis. Au Proche-Orient, on peut voir l'islamisme comme une variante de la même affirmation identitaire que celle qui fut à l'origine du nationalisme en Europe au XIX^e siècle. Il y a un risque réel et inquiétant que ces questions identitaires produisent conflits et instabilité dans les pays démocratiques et entre ces pays.

J'ai passé en revue nombre de raisons pour lesquelles le processus de modernisation peut ne pas aboutir à la démocratie libérale : des pays peuvent rester pauvres et instables, se trouver coincés dans l'autocratie ou dans une démocratie illibérale, ou revenir en arrière, à des stades antérieurs du développement. Tout cela peut paraître plutôt pessimiste par rapport à l'optimisme de l'article initial de 1989. C'est inévitable, compte tenu des tendances les plus récentes de la politique mondiale : elles ne vont plus dans le même sens que celles de 1992, époque où la Troisième Vague de Huntington connaissait une accélération.

Il est néanmoins facile d'extrapoler à partir de tendances à court terme pour dégager des constantes. Si l'on jette un regard plus large sur l'état du monde dans son ensemble, on voit un tableau remarquable : au cours des deux dernières générations, et en particulier durant la période qui s'est écoulée depuis que j'ai écrit *La Fin de l'histoire*, l'humanité a connu un progrès considérable. La globalisation et l'ordre international libéral, créé depuis 1945, ont eu pour conséquence que la production de l'économie mondiale a plus que quadruplé et des centaines de millions de gens ont été sortis de l'extrême pauvreté. Ce n'est pas seulement vrai de la Chine, mais aussi de l'Afrique subsaharienne, de l'Asie du Sud et de l'Amérique latine. L'amélioration n'a pas seulement porté sur les revenus ; d'autres critères du bien-être, comme la mortalité infantile, l'accès à l'éducation et le statut des femmes et des filles ont également considéra-

blement progressé. De nouvelles classes moyennes ont émergé dans beaucoup de pays et le nombre de démocraties s'est nettement accru, malgré de récents retours en arrière.

La meilleure indication que l'histoire va clairement dans le sens du progrès réside peut-être dans le fait que, chaque année, des millions de gens dans des pays pauvres, chaotiques ou répressifs essaient de gagner avec leur famille des pays qui sont « à la fin de l'histoire », c'est-à-dire des contrées riches, stables et démocratiques qui leur offrent des chances de développement individuel. Presque personne ne prend volontairement la direction opposée. À supposer que la Chine

veille bien d'eux, malgré sa richesse et sa réussite, les gens pauvres et opprimés n'ont pas envie d'y aller. Ce mouvement a, bien sûr, provoqué une crise dans les démocraties établies, où l'on assiste à des réactions violentes contre les migrants et les réfugiés. Mais ceux qui ne pensent pas que l'histoire ait un sens ou qui ne savent pas clairement quel est ce sens doivent expliquer ce simple phénomène que sont tous ces hommes qui « votent avec leurs pieds ».

FRANCIS FUKUYAMA

Traduit de l'anglais par Isabelle Hausser

NOTRE SEULE FAUTE

La guerre allait-elle vraiment nous assaillir sans que nous sachions pourquoi ni dans quel dessein ? Lentement – beaucoup trop lentement, beaucoup trop timidement, comme nous le savons aujourd'hui ! – les forces opposées à la guerre se rassemblaient. Il y avait le parti socialiste, des millions d'êtres de ce côté de la frontière, des millions de l'autre côté, qui dans leur programme reniaient la guerre ; il y avait les puissants groupes catholiques sous la direction du pape et quelques konzerns internationaux, il y avait un petit nombre d'hommes politiques raisonnables, qui s'élevaient contre ces menées souterraines. Et nous aussi, nous étions dans les rangs des ennemis de la guerre, nous autres écrivains, mais toujours isolés dans notre individualisme, au lieu d'être unis et résolus. L'attitude de la plupart des intellectuels était malheureusement celle de l'indifférence passive, car par la faute de notre optimisme, le problème de la guerre, avec toutes ses conséquences morales, n'était absolument pas entré dans notre horizon intérieur. Dans aucun des ouvrages essentiels des esprits éminents de ce temps-là ne se trouve une seule déclaration de principe, un seul avertissement passionné. Nous croyions assez faire en pensant en Européens et en nous liant en une fraternité internationale, en avouant pour idéal – dans notre sphère d'activité qui n'exerçait pourtant qu'une influence indirecte sur les réalités de notre temps – la compréhension réciproque et la fraternité spirituelle par-dessus les frontières des langues et des États. Et c'était justement la nouvelle génération qui se montrait le plus attachée à cette idée européenne. À Paris, je trouvais rassemblés autour de mon ami Bazalgette tout un groupe de jeunes hommes qui, au contraire de la génération précédente, avaient répudié tout nationalisme étroit et tout impérialisme agressif : Jules Romains, qui écrivit plus tard, en pleine guerre, son grand poème Europe, Georges Duhamel, Charles Vildrac, Durtain, René Arcos, Jean-Richard Bloch, tous rassemblés à l'« Abbaye », puis à l'« effort libre », étaient des pionniers passionnés de l'entité européenne à venir et inébranlables, comme l'épreuve du feu le montra durant la guerre, dans leur haine de tout militarisme – une jeunesse telle que la France en a rarement enfanté de plus vaillante, de plus douée, de plus moralement résolue. En Allemagne, c'était Werfel qui, avec son Ami du monde, donnait les plus forts accents lyriques à l'idée de la fraternisation universelle ; et René Schickelé qui, en sa qualité d'Alsacien, se trouvait placé par le destin entre les deux nations, œuvrait passionnément à une entreprise réciproque. D'Italie, G. A. Borgese nous saluait en camarade ; des encouragements nous venaient des pays slaves et scandinaves. « Venez donc un jour chez nous, m'écrivait un grand écrivain russe. Montrez aux panslavistes, qui veulent nous exciter à la guerre, qu'en Autriche vous ne la voulez pas. » Ah ! nous aimions tous notre temps, qui nous portait sur ses ailes, nous aimions l'Europe ! Mais cette foi heureuse et confiante en la raison, dont nous pensions qu'à la dernière heure elle arrêterait la folie, a été en même temps notre seule faute. Il est certain que nous n'avons pas considéré avec assez de méfiance les signes de feu inscrits sur la muraille, mais n'est-ce pas le sens d'une vraie jeunesse de n'être pas défiante, mais pleine de foi ?

Stefan ZWEIG, *Le Monde d'hier. Souvenirs d'un Européen*, 1944, trad. de l'allemand, Belfond, 1993, p. 248-249.